



REPUBLIQUE FRANCAISE

Arrêté n°2024-27

COMMUNE DE RECQUIGNIES

NOUS, Maire de la Commune de RECQUIGNIES,

VU l'article L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles R 411 (1 à 28) – R 417 (1 à 3 et 5 à 13) du Code de la Route,

Vu les prescriptions de l'Instruction Interministérielle du 06/11/1992 sur la signalisation routière – Livre 1^{er} – 8^{ème} partie, et en particulier les prescriptions de l'article 133 paragraphe B de ladite instruction ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures restrictives de circulation et de stationnement afin de prévenir les accidents et faciliter les travaux.

ARRETONS

ARTICLE 1 : Une livraison de béton est prévue le lundi 10 juin 2024 au niveau du 26 rue Paul Durin par la société ARBUATTI Parpaings. Un camion toupie et une pompe seront stationnées sur la voie publique entre 8h00 et 11h00. Au vu du gabarit des véhicules les restrictions de circulation suivantes seront appliquées :

- La rue Paul Durin sera coupée à la circulation au niveau du n°26 entre 8h00 et 11h00. Les riverains sont invités à prendre leurs dispositions pour sortir leurs véhicules avant la fermeture de la rue à la circulation.
- Interdiction de stationner au niveau du chantier pour les véhicules légers et les poids lourds.

ARTICLE 2 : Les dispositions prises dans l'article 1 du présent arrêté pourront être réduites, dans le temps ou dans leur emprise, en fonction des besoins ou de l'avancement du chantier.

ARTICLE 3 : La signalisation conforme à l'instruction interministérielle du 15 juillet 1974 relative à la signalisation routière et modifiée par ses arrêtés subséquents sera mise en place par les soins et sous la responsabilité de la société ARBUATTI Parpaings.

ARTICLE 4 : Les dispositions édictées au présent arrêté entreront en vigueur dès la pose de la signalisation visée à l'article 3. Dès lors tout contrevenant sera poursuivi conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyens accessible par le biais du site www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : Ampliation du Présent Arrêté sera adressée à :

- La société ARBUATTI Parpaings.
- M. le Chef du Centre de secours et de lutte contre l'incendie de Jeumont.
- M. le Commissaire de Police de Jeumont.
- La Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre.
- La Poste.

A RECQUIGNIES, le 30/05/2024

Le Maire

Rosier
ROSIER Ghislain

